

Auteur: Japon

Commission: Conseil de l'Arctique et la Méditerranée

Problématique: Des espaces maritimes partagés : "Comment concilier l'accès aux mers et la sécurité européenne avec la coopération entre l'UE et ses partenaires les plus proches ?"

Le Japon est une monarchie constitutionnelle dans laquelle le pouvoir de l'empereur est limité et relégué à ses fonctions cérémonielles. Comme dans de nombreux autres États, le gouvernement se divise en trois branches : le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. Le Japon est membre du G20, G7, L'accord de partenariat économique entre l'UE et le Japon est entré en vigueur le 1er février 2019.

Le premier ministre japonais actuel est Fumio Kishida, membre de la Chambre des représentants et du Parti libéral-démocratique.

Le Japon est le quatrième pays exportateur et cinquième pays importateur de biens au monde. Le commerce extérieur représente 31% du PIB du pays. Les principaux partenaires commerciaux du Japon sont la Chine, les États-Unis d'Amérique, la Corée du Sud, l'Australie et la Thaïlande.

Suite à l'accord commercial avec le Japon, les tarifs et autres barrières commerciales avec l'Europe ont été supprimées et une plate-forme de coopération afin de prévenir les obstacles au commerce a été créée; ceci nous aide à façonner des règles commerciales mondiales conformes à nos normes élevées et à nos valeurs communes et envoie un signal fort indiquant que deux des plus grandes économies mondiales rejettent le protectionnisme.

En ce qui concerne la préservation des espaces naturels, le Japon est un des pays qui s'est engagé à respecter les accords de Paris de 2016, ainsi que l'interdiction de pêche dans l'océan Arctique.

Le Japon souhaite négocier des politiques de gestion des eaux territoriales afin de régler les tensions autour des espaces comme l'Océan Arctique afin de trouver une solution qui puisse contenter tous les impliqués et qu'on puisse arrêter la Chine et sa politique d'intimidation militaire dans les zones proches des territoires du Japon. On ne cherche pas à troubler nos relations commerciales avec notre plus important partenaire, mais on demande de la sécurité pour notre peuple sur les eaux qui nous appartiennent de façon légitime.

De même, la sécurisation des routes commerciales est un enjeu qui nous occupe tous et que nous devons régler via la coopération intergouvernementale.